

LA GOUVERNANCE ECONOMIQUE MONDIALE DEPUIS 1945

Au lendemain de la guerre, l'économie mondiale est au plus bas. C'est dans le but de reconstruire les échanges et de retrouver la croissance que sont signés les accords de Bretton Woods, instaurant une gouvernance économique mondiale. Ce modèle est rudement mis à l'épreuve par les crises des années 1970 dont le libéralisme sort gagnant pour fonder une nouvelle gouvernance d'une économie globalisée. Cependant ce modèle connaît depuis les années 1990 de nombreuses difficultés, ce qui laisse en suspens la question de réformes structurelles du capitalisme mondial.

I L'ordre économique de Bretton Woods (1944 - 1971)

A Le bilan économique au lendemain de la guerre

Reconstruire l'économie mondiale

La Seconde Guerre mondiale laisse l'économie mondiale au plus bas : le coût total des destructions est estimé à **2 000 milliards de dollars**, et l'Europe et l'Asie sont les plus durement touchées. Face au besoin de liquidités, **l'inflation** et la création de monnaie doivent être contrôlées.

Afin de relancer l'économie et de retrouver la croissance, la tendance est à la hausse de la **capacité productive** : partout, l'investissement se fait dans l'industrie (en URSS, surtout, mais aussi en France avec la planification sous la IV^e République). Si certaines industries ont été entretenues par la guerre (métallurgie, textile), d'autres doivent être remises en place.

La nécessité d'une régulation internationale

Pour une meilleure économie globale, les rapports entre les pays doivent être contrôlés :

- Les échanges sont encouragés mais régulés : sur le principe du multilatéralisme (décision à plusieurs), les Occidentaux cherchent à établir des règles du commerce.
- Au-delà, le monde en 1945 cherche à se doter d'un système financier couvrant toute la planète. Avec la circulation des capitaux, les monnaies doivent être contrôlées. Sous l'influence keynésienne, des ententes se font sur les taux de change.

B Les débuts de la gouvernance économique mondiale

Les apports de Bretton Woods

Afin d'organiser les échanges et le marché financier, 44 pays se réunissent à **Bretton Woods**, aux Etats-Unis, en juillet 1944 :

- Ceux-ci décident la construction d'un **système monétaire international (SMI)** garantissant les taux de change des monnaies. Les monnaies sont attachées à la valeur de l'or : c'est le **gold exchange standard**.
- Afin de garantir cet ordre, le **FMI** (Fond monétaire international) et la **BIRD** (Banque internationale pour la reconstruction et le développement) sont créés. Ces institutions sont financées par la communauté internationale

- Ce nouveau système monétaire international est complété par le **plan Marshall** en 1947, un aide des Etats-Unis à l'Europe à hauteur de 13 milliards de dollars.

Dans le même mouvement, 23 pays s'accordent à Genève en 1947 sur une harmonisation des tarifs douaniers, ainsi que sur la création de zones de libre échange. Ce sont les accords du **GATT** (*General Agreement on Tariffs and Trade*).

Les institutions de l'ONU

L'ensemble des membres de l'ONU considèrent que la présence d'institutions pour réguler le commerce international est favorable à la paix : en effet, une des causes de la Seconde Guerre mondiale est la **crise économique de 1930** et les tensions qui s'en sont suivies.

L'ONU décide donc, en plus du FMI et de la BIRD, de créer la **CNUCED** (Conférence pour le commerce et le développement) et le **PNUD** (Programme des Nations unies pour le développement), plus spécifiquement consacrés aux **pays en développement**.

Les lacunes de l'ordre économique

Si, d'un côté, le SMI est bien installé en 1958 et que la **croissance** est de retour (5% en moyenne dans les pays développés), celui-ci est confronté à des contestations :

- D'abord, une scission se produit entre un modèle de **capitalisme libéral** et un modèle socialiste de **dirigisme** (où l'Etat intervient dans l'économie). Cette opposition est particulièrement visible entre les deux blocs de la guerre froide.
- De plus, le troisième joueur que sont les **pays du tiers-monde** réclame une plus grande intégration au SMI. Avec la création du **G77**, ceux-ci demandent un « **nouvel ordre économique mondial** » qui ne laisserait plus les pays industrialisés fixer les prix des matières premières.

Le **G77** est un groupe d'Etats du tiers-monde, fondé en 1964, formé dans le but de peser plus lourds dans les négociations à l'ONU.

2 L'ordre économique face à la crise (1971 - 1990)

A La crise monétaire a raison du système de Bretton Woods

Le ralentissement de la croissance et l'inflation

Dès le début des années 1960, des signes de faiblesse du SMI se font sentir : les **coûts de production** augmentent (à cause de salaires et taxes élevés dans le cadre de l'Etat-providence), ce qui provoque une baisse des profits, des licenciements et donc le chômage et la montée des prix. A l'arrivée des années 1970, la croissance a nettement reculé.

Pour pallier ces difficultés, et sans accepter la fin d'une ère de prospérité, certains pays comme les Etats-Unis ont recours à la « **planche à billet** ». Pourtant, en fabriquant de l'argent, et du fait du SMI qui relie toutes les monnaies à l'or, ceux-ci ne font que baisser la valeur du dollar.

Un symbole : la fin de la convertibilité dollar-or

Arrivés au stade où la somme de dollar en circulation vaut cinq fois les réserves d'or des Etats-Unis, ceux-ci sont contraints de mettre fin au **gold exchange standard** pour leur monnaie. En effet le système ne peut fonctionner que si la valeur de la monnaie en circulation est équivalente à la réserve d'or du pays :

- Le 15 août 1971, c'est le président Nixon lui-même qui met fin à la **convertibilité** or du dollar. Sans repère, les cours des monnaies s'emballent sous la pression des **spéculateurs**.
- Suite à cette crise, les accords de Bretton Woods sont considérés comme caducs en 1976 lors des **accords de Kingston**.
- Au cœur de la crise, les pays de **l'OPEP** décident, pour des raisons à la fois économiques (dépréciation du dollar) et politiques (guerre du Kippour), d'augmenter les prix du pétrole. Ce « **choc pétrolier** » aggrave la crise.

B Les conséquences de la crise

Le libéralisme vainqueur

Certains économistes anglo-saxons attribuent immédiatement la responsabilité de la crise à un trop grand **interventionnisme** de la part des Etats. Cette thèse **néolibérale** gagne rapidement du crédit :

- Elle prône la **rigueur** et **l'autorégulation**, et donc la non intervention de l'Etat et des institutions internationales.
- En conséquence, le commerce est libéralisé : les bannières douanières tombent lors du **Tokyo Round** (1973 - 1979), et plus encore lors de **l'Uruguay Round**, le plus grand **cycle de négociation** des accords du GATT (comprenant 117 pays).
- Le FMI et la Banque mondiale deviennent les garants du libre-échange, tandis que l'aide au développement se raréfie. Le marché mondial des **capitaux** explose : c'est la **globalisation financière**.

De nouvelles voix s'élèvent

Le tournant néolibéral des années 1970 marque un **retrait** de l'Etat, qui laisse sa place à de **nouveaux acteurs** de l'économie :

- Les organisations de pays, groupes de discussions ou organisations régionales se multiplient : le **G6** (G8 en 1998) est créé à l'ONU en 1976 (Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada en 1975 et Russie en 1998). Les **organisations régionales** sous forme de marchés apparaissent : Union européenne, ALENA, Mercosur, ASEAN.
- Des acteurs **non-étatiques** se font entendre, notamment les **firmes transnationales** des pays industrialisés, qui s'organisent en groupes de pression et de négociation.
- Le tiers-monde s'affirme via les **nouveaux pays industrialisés d'Asie** (Hong-Kong, Singapour, Corée du Sud, Taïwan), tandis que la **Chine** s'ouvre aux échanges en 1979.

3 La gouvernance économique d'un monde globalisé (depuis 1990)

A La gouvernance dans la mondialisation

Un retour de la croissance

Avec l'arrivée de la gouvernance néolibérale, la croissance revient :

- Celle-ci est portée par les **nouveaux secteurs** que sont les communications, l'informatique,

l'aérospatial. Ces nouveaux secteurs génèrent un fort **investissement** et de nouveaux **indices boursiers** leur sont dédiés (le **Nasdaq** par exemple).

- La **croissance** revient, apparemment hors de tout cycle économique : de 2,5% à 5% par an.
- Avec l'effondrement de l'URSS, le bloc est rejoint le monde capitaliste : ceux-ci rejoignent le FMI mais aussi l'Union européenne pour dix des **PECO** (Pays de l'Europe centrale et orientale), d'où ils accèdent au marché mondial.

Le Nasdaq est un indice boursier créé en 1971 qui rassemble des entreprises de la nouvelle économie (celle de l'informatique et des télécommunications).

Un marché global

Avec la mondialisation des échanges, la planète n'est plus qu'un seul grand marché, comprenant de moins en moins de limites à la libre circulation des biens, des capitaux et des hommes :

- Les cycles de négociation du **GATT** prennent fin avec l'*Uruguay Round* (1994), portant les tarifs douaniers à 5% pour les pays du Nord et 25% pour le Sud ; pour la première fois cet accord, signé à Marrakech, porte sur la propriété intellectuelle, l'agriculture et les services.
- **L'OMC** (Organisation mondiale du commerce) apparaît en 1995 pour prendre la place du GATT : elle défend le libre-échange avec des sanctions économiques. Ses **145 membres** se réunissent pour la première fois à Doha en 2001

B De nouvelles crises

Des signaux annonciateurs

Le nouvel ordre économique mondial reposant fortement sur les échanges financiers, il ne peut échapper aux risques de la **spéculation financière** sur l'immobilier, les matières premières et les titres (actions, options, obligations). Cette trop grande spéculation sur les entreprises de la nouvelle économie conduit à un premier krach boursier, celui de la « **bulle internet** », en 2000.

Cependant cette première crise est vite oubliée par les Etats-Unis, absorbés par les événements du **11 septembre**. L'Etat soutient alors la consommation par une baisse des impôts, la croissance revient mais les **déficits budgétaires** se creusent. La spéculation reprend dans une économie gérée à **trop court terme**.

Les grandes crises du capitalisme

Le monde capitaliste subit en effet depuis 2006 une période de crise de longue durée :

- Celle-ci a pour origine la crise des **subprimes** aux Etats-Unis. C'est encore une fois un krach boursier dû à une **spéculation** non contrôlée sur les **prêts immobiliers**. Suite à cette crise, l'économie est paralysée.
- Dans un contexte de récession mondiale, la zone euro ne peut empêcher une **crise de la dette** qui se déclenche en Grèce et se répand en Europe : celle-ci révèle de trop grands **déficits budgétaires** mal contrôlés depuis les années 1990.

C Les défis de la gouvernance économique mondiale

Le retour des acteurs traditionnels : les Etats

Au cœur de la crise de 2007, **l'Etat** revient sur le devant de la scène pour relancer l'économie :

- Ainsi, les Etats forment des **plans de sauvetage** des banques, prêtant à taux réduit ou **nationalisant** de façon temporaire (en Irlande ou aux Etats-Unis). Le modèle **néolibéral** de non intervention est mis de côté.
- De la même façon, ce sont les Etats de la zone euro qui prêtent main forte par le prêt à la Grèce, via un **fond monétaire européen**, au risque de transmettre la crise à toute l'Union.
- Les **organisations régionales** (UE, ALENA, Mercosur, ASEAN) se font de plus en plus importantes : elles fournissent un marché proche et stable, loin des effets délétères de la mondialisation.

La nécessité de réformes structurelles

L'heure de l'urgence passée, la communauté internationale s'est rendue compte de la nécessité de **réformer la gouvernance mondiale**. Derrière le président américain Barack Obama, elle a envisagé de **séparer les opérations de crédit et d'investissement** (pour limiter l'étendue des krachs boursiers), ou, dans le cadre du G20 (90% du PIB mondial), de limiter la portée **des paradis fiscaux**.

C'est aujourd'hui au FMI qu'il revient de mettre de l'ordre dans les finances et les régulations de ses 186 membres. Le libéralisme est moins encouragé aujourd'hui que l'aide aux pays en difficulté comme la Grèce.

En marge des institutions financières, des **organisations altermondialistes** comme ATTAC revendiquent une **taxe** sur les opérations financières. Cependant, même le G20 ou le FMI n'a pas aujourd'hui le pouvoir d'imposer sa volonté à des acteurs naissants comme la Chine, qui comptent bien se développer